

Mobilisation des outils de prospective pour la programmation régionale de la recherche à la Réunion

Jean-Marc Chastel*

Introduction

Le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) à la Réunion a bénéficié d'un contexte favorable pour lancer sa réflexion prospective en 1993. L'objectif était de préparer la convention tripartite qui associe, dans le cadre d'un plan quadriennal, le CIRAD, le Conseil général et le Conseil régional de la Réunion. Les élus avaient le souci de financer des projets très finalisés, répondant directement aux demandes locales. A cette même époque, un grand débat national était lancé en préparation de la future loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Un guide "prospective et territoires" était édité à cette occasion par la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) afin de donner à chaque territoire l'opportunité de conduire sa propre démarche prospective. Par ailleurs, des chercheurs du CIRAD avaient déjà réalisé dans le cadre de la SEDES (Société d'études pour le développement économique et social) des travaux de programmation de la recherche en Afrique (Dumont et al., 1976). Enfin, avec la création de l'unité de recherche "Prospective et politiques agricoles", le CIRAD affichait clairement sa volonté de fonder ses recherches sur des analyses prospectives (Griffon, 1990).

C'est dans ce contexte local et national que l'action thématique programmée intitulée "2010 à la Réunion : des scénarios prospectifs pour raisonner la recherche agronomique" fut conduite de mars 1993 à mai 1994 (Chastel et Griffon, 1994).

*Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts (CEMAGREF) de Grenoble. UR Développement des territoires montagnards, BP 36, 38402 Saint Martin d'Hères Cedex, France

La démarche prospective

La prospective est devenue aujourd'hui le passage obligé pour tout projet de développement, toute programmation stratégique. Néanmoins, ce vocable peut recouvrir des réalités très différentes, depuis les dessins d'anticipation de Jules Vernes jusqu'aux modèles économétriques de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques)... Michel Godet (1991 *b*) a une conception plus étroite de la prospective. Selon lui, elle doit associer des critères quantitatifs et des critères qualitatifs; elle doit également satisfaire aux exigences de rigueur et de transparence. Pour autant, la prospective demeure "une indisciplinette intellectuelle", c'est-à-dire qu'elle ne revendique pas d'excellence scientifique, elle est ouverte à tous les citoyens, qualifiés pour la circonstance de "conspirateurs du futur".

Michel Godet, professeur de prospective industrielle au Conservatoire national des arts et métiers, est venu avec François Bourse à la Réunion pour animer un séminaire de prospective de trois jours. Il a présenté les méthodes qu'il développe dans son manuel *De l'anticipation à l'action* et a animé des ateliers permettant de simuler en un temps très court le travail à mener sur douze mois. Ce séminaire a rassemblé une quarantaine de personnes, des chercheurs du CIRAD, mais aussi des universitaires, des fonctionnaires des collectivités territoriales, des salariés des chambres consulaires, des organismes économiques agricoles... Le CIRAD a pu ainsi s'ouvrir à d'autres partenaires et mener à bien un exercice pour lequel il ne disposait pas de toutes les compétences nécessaires. En fait, la question n'est pas celle des compétences disciplinaires; ce qui est recherché, c'est une ouverture vers d'autres représentations de la réalité locale.

Un groupe de travail d'une dizaine de personnes a été constitué, comprenant pour moitié des chercheurs du CIRAD et pour moitié des personnalités extérieures. Ce groupe, noyau dur de la nébuleuse, a fonctionné au cours d'une dizaine de réunions réparties dans l'année. Il s'est appuyé sur un comité de pilotage et a été renforcé par des sous-groupes constitués autour de quelques thèmes essentiels.

Quelques éléments de méthode

Il n'est pas possible de rentrer dans le détail de la méthode; néanmoins, l'instrumentation est un élément essentiel de la démarche, car elle lui confère sa rigueur et sa lisibilité externe.

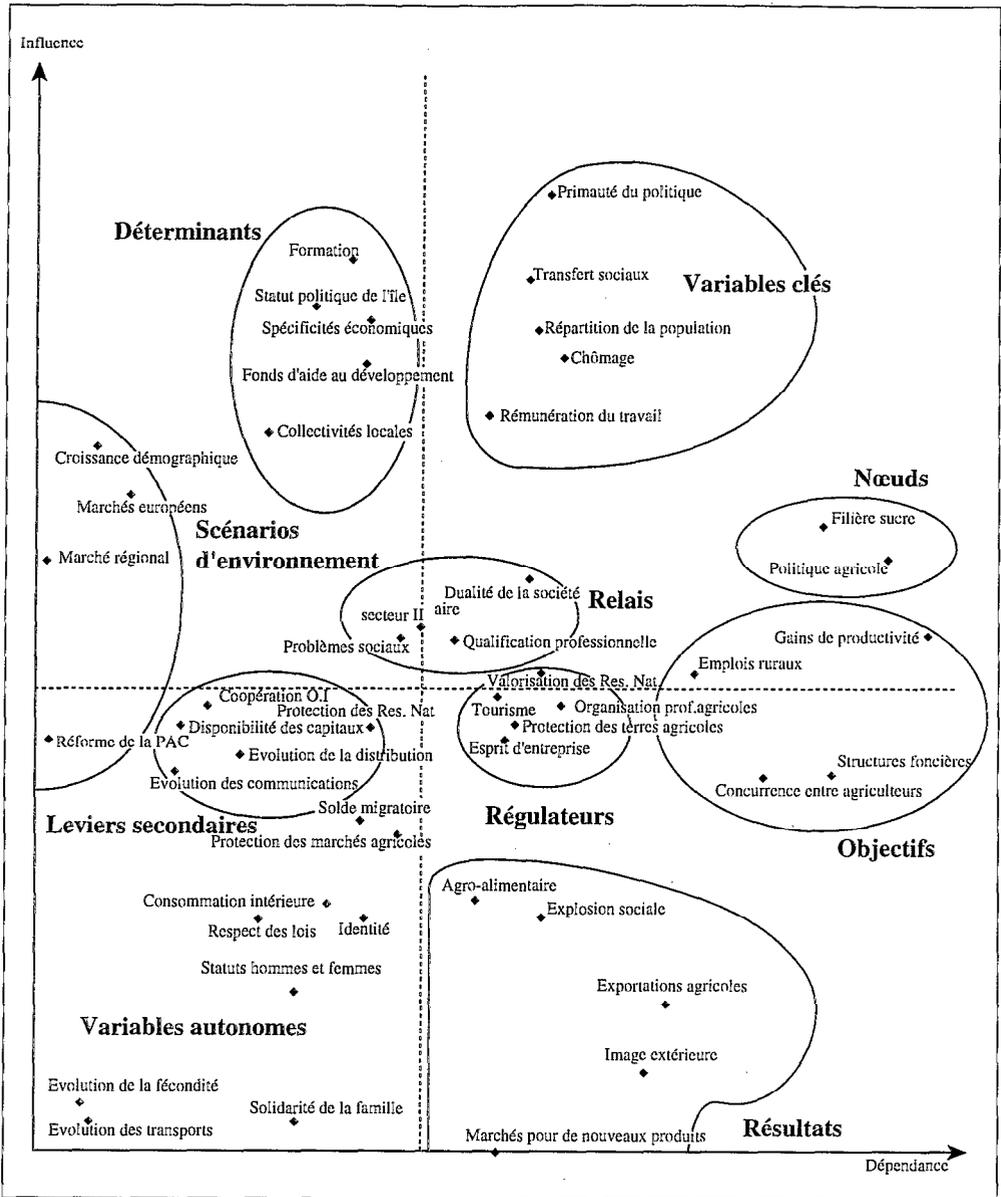
Pour M. Godet, *“l’anticipation donne un sens appropriable à l’action”*, ainsi, l’élaboration de scénarios n’a d’intérêt que dans la mesure où ces derniers sont appropriés et qu’ils suscitent des décisions et des actions (Godet, 1991a). Ce sont les images du futur, qu’elles soient roses ou noires, qui doivent donner l’envie d’agir. Par ailleurs, l’anticipation est fondée sur une analyse rétrospective approfondie.

La première étape de la démarche a consisté à interviewer une quarantaine d’experts aux profils très contrastés : fonctionnaire européen, élu local, président de l’association des banques, membre d’une association de protection de l’environnement, président de chambre consulaire, représentant des agences de voyages, industriel... Cet exercice a fourni la matière première de la réflexion prospective, il a permis une ouverture sur des questionnements nouveaux pour le CIRAD et il a beaucoup contribué à asseoir la crédibilité de la démarche conduite vis-à-vis de nos partenaires. Il a donné lieu à une restitution au cours de laquelle les facteurs de changements pour la Réunion ont été présentés et discutés.

Les visions relatives à un même facteur de changement peuvent être diamétralement opposées, l’exercice de prospective permet parfaitement d’intégrer ces conflits d’interprétation qui sont généralement liés à des divergences profondes. Cette explicitation des conflits permet ensuite de fonder des scénarios alternatifs.

La deuxième étape était celle de l’analyse structurelle. Quarante-huit variables composant le “système Réunion” ont été croisées deux à deux pour établir une matrice d’influence et de dépendance. Cette matrice est multipliée par elle-même jusqu’à obtention d’une nouvelle matrice stable, présentant une nouvelle pondération des variables et prenant en compte les effets indirects. A l’issue de l’analyse structurelle, on obtient une nouvelle représentation du “système Réunion”. Chaque variable est située dans le plan “d’influence/dépendance”. Son importance relative, son rôle pour la construction des scénarios peuvent être ainsi précisés (figure 1).

Parmi les variables déterminantes pour l’avenir de la Réunion on retient : la formation, le statut politique de l’île, la reconnaissance de la spécificité des départements d’outre-mer, l’aide au développement, le fonctionnement des collectivités locales. D’autres variables sont toutes aussi importantes, mais leur forte dépendance les rend peu maîtrisables; elles confèrent au “système Réunion” son instabilité; ce sont les variables clés : la primauté du politique sur l’économique, la gestion des transferts,



54

Figure 1. Plan d'influence/dépendance : typologie des variables.

la répartition spatiale de la population, le chômage, le niveau des salaires. A l'opposé, les variables proches de l'origine sont qualifiées d'autonomes, elles sont peu dépendantes et peu influentes. Cela ne signifie pas qu'elles sont peu importantes, mais plutôt qu'elles ne sont pas déterminantes pour l'avenir : l'évolution de la fécondité, l'évolution des transports, la solidarité dans la famille.

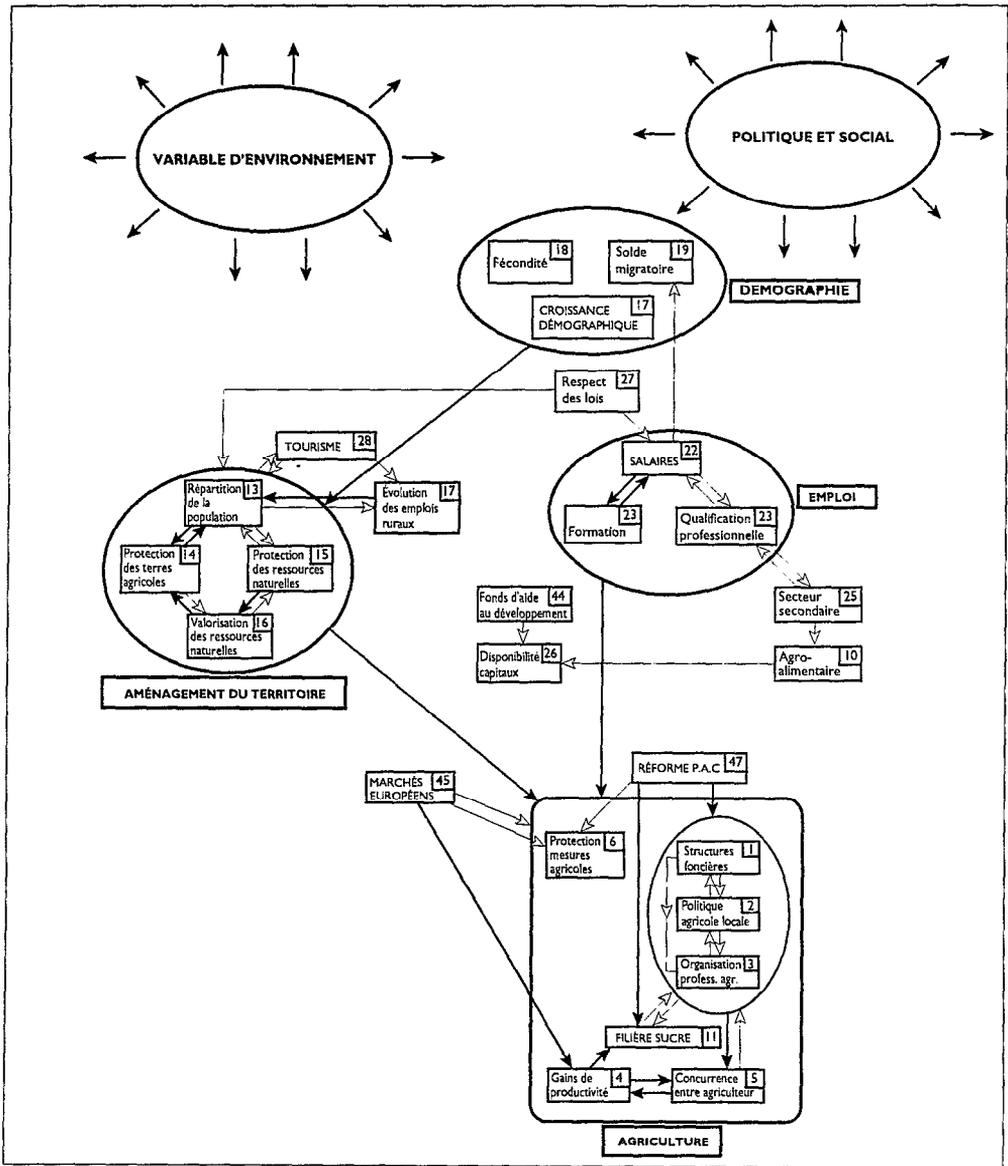


Figure 2. Hiérarchie des sous-systèmes.

La troisième étape est celle de la construction des scénarios. Ces derniers doivent respecter certaines règles de construction, en particulier la cohérence des hypothèses émises et éventuellement l'affichage de leurs probabilités. Le système Réunion est décomposé en sous-systèmes. Chaque sous-système fait l'objet de plusieurs mini-scénarios. Les mini-scénarios sont finalement combinés entre eux pour aboutir aux scénarios d'ensemble (figure 2).

Un grand nombre de scénarios peuvent être élaborés. Nous en avons retenu trois en raison de leur simplicité et de leur aptitude à susciter le débat :

- un scénario contrasté défavorable; c'est un scénario "au fil de l'eau" qui prolonge les tendances défavorables : que se passerait-il si rien n'est fait?
- un scénario contrasté, sur la base d'un changement de statut politique de l'île vers une plus grande autonomie ;
- un scénario favorable, fondé en particulier sur le succès de politiques volontaristes à promouvoir et sur l'aboutissement de grands projets régionaux pour l'océan Indien.

Le scénario tendanciel ou scénario de l'inacceptable

Les aides européennes ont diminué en raison des difficultés associées à l'élargissement de l'Europe à l'Est. La conjoncture économique en France est défavorable. A la Réunion, le solde migratoire est nul et la fécondité ne diminue plus, on dénombre 800 000 habitants en 2010. La coopération régionale se limite aux échanges culturels et scientifiques.

Les collectivités locales ont dû réduire leurs investissements en raison de leur fort taux d'endettement, elles ne parviennent plus à honorer leurs contrats avec l'Europe. Par ailleurs, ces restrictions des dépenses publiques ont entraîné de nombreuses entreprises du bâtiment et travaux publics à la faillite.

Les collectivités en manque de recettes ont renoncé à modifier la fiscalité locale. Les produits locaux sont taxés, ce qui décourage l'investissement et génère une économie de comptoir qui fonctionne grâce aux flux financiers extérieurs et aux importations qu'ils génèrent. Les sociétés "d'import-distribution" font encore des bénéfices; cependant, elles exportent leurs capitaux sur Maurice, Madagascar et l'Afrique du Sud où les opportunités d'investissements sont plus intéressantes.

Le chômage a augmenté de manière extrême dès la fin des années 90; il touche près d'un actif sur deux. Il génère des explosions sociales chroniques et une montée de l'insécurité. Les troubles sociaux sont attisés par la disparité des revenus. Des troupes de CRS débarquent régulièrement à la Réunion pour réprimer ces mouvements sociaux.

La densification des villes n'a pas connu le succès escompté malgré l'adoption consensuelle d'un schéma d'aménagement régional. L'habitat est très disparate avec une nette augmentation de l'habitat précaire. Les Bas sont saturés, en particulier

dans l'ouest où de vastes espaces en zone irriguée ont perdu leur vocation agricole.

L'élevage bovin laitier a disparu, consécutivement à l'abandon de certaines mesures de soutien. De ce fait, la friche a augmenté dans les Hauts. L'agriculture reste un secteur précaire, la rémunération du travail y est encore très faible et le travail au noir est très répandu. La diversification n'a pas trouvé de débouchés à l'extérieur, la canne se maintient sur la côte au vent. Les micro-exploitations ont disparu, il reste 6000 agriculteurs.

Le secteur agroalimentaire s'est modernisé, des alliances ont été passées avec de grosses firmes. La diversification de l'agroalimentaire a échoué en raison de la concurrence extérieure.

Les effectifs de la recherche agronomique se sont maintenus grâce à une ouverture sur la zone de l'océan Indien, mais elle n'est plus financée par les collectivités locales et elle ne travaille que de manière marginale sur des problématiques locales.

Scénario contrasté : le changement de statut politique

Au cours des années 90, le chômage a augmenté, la disparité entre les revenus s'est renforcée. Cette dégradation de la situation économique et sociale a entraîné des mouvements sociaux qui ont déstabilisé les pouvoirs locaux. L'opinion publique a effectué un brutal revirement vers des revendications en termes de spécificité et d'autonomie. Les nouveaux élus ont été mis en place pour rompre avec la politique d'assimilation antérieure. La Réunion bénéficie d'un nouveau statut abolissant la départementalisation. Ce changement de statut a été accueilli favorablement par les îles voisines et l'Europe a financé la mise en place d'un marché commun de l'océan Indien. L'île Maurice a joué un rôle décisif dans ce projet; elle se trouve au cœur de ce marché et joue un rôle de port d'éclatement. Madagascar a bénéficié d'une stabilité politique durable, elle a su mobiliser les capitaux étrangers et a connu un développement rapide de son secteur agroalimentaire.

Le chômage en Europe s'est accentué et l'émigration ne constitue plus une alternative pour les jeunes réunionnais. Le solde migratoire est nul et la fécondité stable, on dénombre 800 000 habitants.

La zone de l'océan Indien s'est protégée de la concurrence internationale afin de favoriser le développement d'entreprises locales. Ces dernières sont pour la plupart incapables de

conquérir des marchés extérieurs. Les transferts financiers en provenance de la France ou de l'Europe ont chuté, entraînant une diminution du niveau de vie des réunionnais. Les distorsions dans le marché de l'emploi sont réduites, en particulier, les salaires du secteur public ont baissé. On enregistre une réduction sensible du chômage.

La réduction des crédits publics pour l'aide au logement a provoqué une augmentation de l'habitat précaire et un échec de la densification des villes. L'espace est consommé de manière non contrôlée et les ressources naturelles sont dégradées. Les services sont déficients dans de nombreuses régions de l'île. Le tourisme chute car les conditions d'accueil se sont dégradées et les sites pittoresques n'ont pas été protégés.

La canne à sucre demeure le pivot de l'activité agricole. Les usines sont vieilles, elles n'ont plus bénéficié d'investissements depuis de nombreuses années; cependant, elles fonctionnent encore. Les exploitations agricoles sont de petite taille. On dénombre 9 000 exploitations pour 50 000 ha de surface agricole utile. La coupe reste essentiellement manuelle et les salaires dans l'agriculture sont à un niveau très bas. Les Hauts sont toujours cultivés. La diversification pour l'exportation est marginale; par contre, l'île est autosuffisante pour les produits frais.

La balance pour les produits alimentaires s'est améliorée. Les entreprises artisanales en agroalimentaire sont nombreuses. Les industries d'import-substitution se maintiennent, sans améliorer leurs technologies.

L'université n'attire plus les étudiants étrangers de la zone, elle est même désertée par les étudiants réunionnais qui préfèrent l'Europe ou l'Afrique du Sud. Les effectifs de la recherche agronomique se sont réduits faute de financements locaux et nationaux. L'essentiel des effectifs de la recherche agronomique se trouve à Madagascar, les chercheurs réunionnais sont bien intégrés au réseau régional.

Scénario contrasté : l'intégration européenne et régionale

Face à la pression des régions ultra-périphériques, l'Europe affirme une politique volontariste de rééquilibrage. Elle facilite la création d'un marché régional dans l'océan Indien. La Réunion devient le port d'éclatement pour cette région. Une zone franche s'est créée, générant de nombreux emplois et une forte croissance. Madagascar est encore soumise à de graves troubles politiques et ne parvient toujours pas à développer ses potentialités.

La communauté européenne s'est élargie et consolidée; il existe un flux migratoire des réunionnais vers l'Europe de l'Ouest. Les taux de fécondité à la Réunion ont rejoint ceux de la métropole; on dénombre 750 000 habitants.

Le taux de chômage a diminué. Une politique rigoureuse a été menée dans le domaine de l'habitat : création de bourgs dans les Hauts, densification des noyaux urbains dans les Bas. La société réunionnaise a réalisé une profonde mutation; la ville est revalorisée, elle est mieux intégrée à l'environnement proche, la vie culturelle est riche, les artistes réunionnais bénéficient d'une renommée internationale. Pour toutes ces raisons, le tourisme s'est développé avec une clientèle européenne et sud-africaine. Il existe également un tourisme vert très florissant; la population urbaine locale en constitue la clientèle permanente.

Sur la côte ouest, les cultures horticoles exportées ont remplacé la canne à sucre. La canne se maintient au sud et à l'est de l'île avec des rendements moyens supérieurs à 100 t/ha. Les produits frais exportés assurent 25 % de la valeur ajoutée agricole. Les exploitations des Hauts se maintiennent en partie grâce à des financements publics; elles sont tournées vers l'élevage et assurent également des fonctions d'accueil et d'animation en zone rurale. Les industries agroalimentaires travaillent à l'échelle de la zone ouest de l'océan Indien. Des alliances ont été passées avec des firmes multinationales.

L'université connaît un rayonnement international important, tant dans la zone qu'en Europe et en Australie. La recherche agronomique bénéficie de cette reconnaissance scientifique internationale. Le nombre de chercheurs a augmenté, des chercheurs étrangers viennent à la Réunion pour y mener des recherches de haut niveau sur la zone ouest de l'océan Indien. Ils apprécient les conditions de vie et les facilités de communication qui permettent un travail de qualité. La formation supérieure des cadres de la zone est une activité pour la Réunion.

Un des résultats évidents des scénarios est de chasser l'idée reçue selon laquelle la Réunion est un territoire piloté de l'extérieur. Il apparaît en effet que les acteurs locaux ont largement les moyens d'infléchir leur avenir. C'est ce que confirme par ailleurs l'analyse du passé.

La prospective au service de la programmation de la recherche

En mai 1993, un séminaire de trois jours a été organisé pour l'ensemble des chercheurs du CIRAD à la Réunion. Il était

ouvert pour une journée aux partenaires du CIRAD. Il avait pour objet d'arrêter les grandes lignes de la programmation de la recherche pour le plan quadriennal 1994-1998. Il s'agissait également d'améliorer la pertinence des objectifs de recherche au regard du contexte réunionnais.

La démarche retenue est une démarche stratégique. Elle consiste à tirer les enseignements du passé, à utiliser les tendances lourdes pour arrêter avec nos partenaires des objectifs partagés. Ces objectifs ont été consolidés sous la forme de cinq enjeux pour le développement rural de la Réunion :

- conforter la canne à sucre;
- améliorer la compétitivité de l'agriculture;
- intégrer le petit paysannat;
- valoriser et protéger le milieu naturel;
- promouvoir les innovations dans l'agroalimentaire.

Conforter la canne à sucre

La canne à sucre occupe 30000 ha, soit la moitié de la superficie cultivée de l'île. Elle assure 16000 emplois directs et indirects et plus de 80 % de la valeur des exportations. Il convient d'informer les partenaires extérieurs sur l'importance de cette filière afin de stabiliser les prix et les débouchés. Il faut également donner confiance aux planteurs en leur proposant des solutions adaptées pour accroître leur revenu malgré des prix stables. Il faut raisonner des systèmes de cultures diversifiés et jouer sur les complémentarités entre production. Il convient enfin de mieux prendre en compte la diversité des conditions naturelles et économiques de production. L'irrigation constitue le défi majeur de la prochaine décennie pour la zone sous le vent. Il faut rentabiliser au mieux l'irrigation sans exclure à priori la canne à sucre.

Améliorer la compétitivité de l'agriculture

L'agriculture réunionnaise doit mobiliser toutes les opportunités pour se développer : l'approvisionnement du marché local, l'import-substitution lorsque c'est possible et l'exportation. Pour ce faire, il convient d'assurer la modernisation de l'outil de production et l'amélioration des revenus tout en préservant le tissu rural. Une approche par filière de production sera privilégiée, en particulier pour l'élevage, les fruits et les légumes.

Intégrer le petit paysannat

Les petites exploitations sont très largement dominantes à la Réunion. Toutefois, leur nombre se réduit rapidement alors que

l'effectif des chômeurs ne cesse d'augmenter. Pour pérenniser les petites exploitations il convient de développer des systèmes de pluriactivité, de faciliter l'accès aux organismes de crédits et de développement, de promouvoir des critères de qualité, de rechercher des productions originales et à haute valeur ajoutée et de résoudre les contraintes foncières.

Valoriser et protéger les milieux physiques et biologiques

Il faut assurer un revenu correct aux agriculteurs en s'appuyant sur les potentialités du milieu. L'exploitation doit être considérée dans son environnement écologique. Le déséquilibre du milieu biologique conduit à des nuisances : érosion, pollution des nappes, résidus toxiques dans les aliments, pullulation de parasites. Il faut poursuivre l'inventaire des ressources naturelles et surtout étudier leur fonctionnement et leur répartition dans l'espace. Il faut raisonner les systèmes de culture au plan local, afin de valoriser au mieux les ressources naturelles.

Promouvoir les innovations dans l'agroalimentaire

L'intervention du CIRAD dans le domaine de l'agroalimentaire est récente. Elle est coordonnée avec celle du CRITT (Centre régional d'innovation et de transfert de technologie) et de l'université. La recherche-développement apparaît comme un bon levier pour promouvoir des produits ou des process nouveaux. C'est grâce à sa capacité d'innovation que la Réunion pourra développer un secteur où la concurrence des grandes firmes multinationales est redoutable.

Le CIRAD a pu ainsi positionner ces projets de recherche dans des "arbres de pertinence", qui déclinaient les cinq enjeux en objectifs et sous-objectifs. A ce stade, il est important de noter que :

- les projets ne couvrent pas l'ensemble des objectifs associés à un enjeu ;
- le CIRAD est souvent partenaire, parfois coordinateur, rarement pilote exclusif d'une action ;
- les projets du CIRAD sont conditionnés par les compétences disponibles et par les orientations définies par les directions des départements scientifiques.

Chaque projet de recherche est analysé en termes d'implication et de risques pour le CIRAD. Les projets à faible implication et à hauts risques sont exclus de la programmation.

Intérêts et limites de la prospective dans la problématique régionale de la recherche

Les scénarios d'anticipation se veulent globaux, intégrant les variables endogènes du "système Réunion" et les variables exogènes. Néanmoins, nos interlocuteurs ont le plus souvent orienté leur discours en fonction de l'image qu'ils avaient du CIRAD. Cela a abouti à une sur-représentation des variables agricoles et agroalimentaires. Le CIRAD n'a pas vocation à traiter du développement régional, il n'est légitime que lorsqu'il aborde le développement rural ; le cadrage régional n'en demeure pas moins utile, il permet une ouverture sur des déterminants majeurs tant il est vrai que bien souvent les logiques urbaines conditionnent les dynamiques rurales. Cela est particulièrement évident dans un espace aussi restreint que celui de la Réunion.

Lors du séminaire final, il est apparu un grand décalage entre le groupe des chercheurs qui avaient suivi l'ensemble de la démarche prospective et les autres. Il était difficile de faire rapidement partager les scénarios proposés, tant les hypothèses étaient lourdes de conséquences et discutables. Les scénarios retenus n'étaient certainement pas les scénarios les plus probables ! Le but de la prospective est davantage de faire réfléchir que de prédire l'avenir. Quand les membres du club de Rome présentaient leurs scénarios catastrophes, leur espoir n'était pas que l'avenir leur donne raison mais plutôt que les acteurs se mobilisent pour leur donner tort ! Cet état d'esprit de la prospective implique une attitude de jeu qui n'est pas acquise par avance. Le côté parfois outrancier des scénarios a rendu les discussions plus difficiles. Le groupe prospective a dû se replier sur "les tendances lourdes", moins sujettes à controverse, pour faire réagir les partenaires afin d'établir la liste des objectifs partagés.

Le manuel de M. Godet offre un large choix d'outils pour animer des réunions qui se révèlent dès lors très productives. Ils ne sont pas toujours propres à la prospective, ce sont souvent des outils pour la conduite de réunions ou pour l'aide à la décision stratégique. Dans tous les cas, ils facilitent les débats et l'enrichissement mutuel par la confrontation des idées.

La démarche prospective dans la pratique quotidienne de la recherche

A priori, il n'y a pas lieu d'arrêter la réflexion prospective une fois la programmation achevée. M. Godet parle à ce propos de "veille prospective". Malheureusement, les cher-

cheurs n'ont guère le loisir de remettre en cause chaque année les facteurs de changement et le positionnement stratégique des projets de recherche. La programmation s'est donc assez logiquement stabilisée sur quelques grandes thématiques, qu'il convient d'inscrire dans la durée afin d'obtenir des résultats. Cette programmation a également dû s'adapter aux attentes des partenaires techniques et financiers, très désireux de conserver une programmation par filière de production. Cette logique d'organisation reste dominante dans le secteur agricole à la Réunion; on la retrouve également dans l'organisation scientifique du CIRAD. Deux équipes ont réellement fonctionné sur plusieurs départements scientifiques et plusieurs filières, l'une sur le développement des Hauts de l'île, l'autre sur la protection des cultures.

Il n'est pas dans notre propos de discuter les intérêts respectifs de telle ou telle forme d'organisation. Cependant, si l'analyse régionale doit se développer, il convient de trouver les outils pour rendre compatibles les approches verticales par filières et les approches horizontales en termes de problématiques régionales.

La mise en œuvre des projets de recherche les plus novateurs s'est également heurtée à la question de l'évolution et du renouvellement des compétences. Les chercheurs tendent naturellement à conforter leurs propres trajectoires scientifiques, ce qui ne correspond pas nécessairement aux priorités du développement rural. La reconduction des dispositifs de recherche en place est certainement un facteur d'inertie. Néanmoins, des efforts importants ont été réalisés pour renouveler les chercheurs en poste et pour apporter des compétences nouvelles. On peut citer, à titre d'illustration, des séminaires de formation aux approches systémiques, ainsi que l'action thématique programmée "Implication de la recherche dans les processus d'innovation et le développement local" (1995-1997).

La prospective, une démarche novatrice

L'utilisation de la démarche prospective pour orienter, puis programmer la recherche agronomique est une nouveauté. Les méthodes antérieures utilisées en France étaient fondées principalement sur l'expertise individuelle de spécialistes. Les exercices ainsi réalisés servaient principalement à mettre en cohérence un ensemble d'objectifs et de moyens avec des finalités préétablies. La méthode proposée ici tranche radicalement avec les méthodes antérieures. L'expertise n'est pas indivi-

duelle; elle est élargie à un grand nombre de personnes. Elle se pratique dans le cadre de réunions où les éléments du raisonnement sont débattus publiquement.

Dans le cas du présent exercice, les orientations de la recherche sont cadrées par des scénarios qui ne tiennent pas pour acquis a priori la prééminence d'objectifs de productivité ou de production; l'emploi, la qualité, ainsi que l'aménagement du territoire peuvent être des critères primordiaux. Cela permet d'éviter certaines idées reçues en matière de développement et de recherche.

L'existence de plusieurs scénarios peut aboutir à ce que certains thèmes de recherche soient valides dans un cas et invalides dans un autre. Dès lors, les stratégies de recherche les plus robustes sont celles pour lesquelles les orientations sont "sans regret" c'est-à-dire "utiles" dans tous les scénarios. Par exemple, la recherche de compétitivité, le développement des filières maraîchères et l'amélioration de la qualité dans les processus industriels sont des orientations valides dans tous les cas. Dans le même esprit, l'amélioration de la capacité universitaire et de recherche est indiscutable. En revanche, la recherche sur l'élevage ne peut être assise sur les mêmes certitudes au regard de l'utilité locale pour les différents avènements possibles.

On observe par ailleurs que le recours à une méthode de prospective participative où les instances de réflexion institutionnelles sont parties prenantes (recherche universitaire, conseil économique et social, Chambre d'agriculture, commissariat à l'aménagement des Hauts, Direction de l'agriculture et de la forêt) a facilité les négociations lors des décisions de programmation.

Cet exercice permet d'éclairer les recherches en sciences sociales et en particulier en économie. Les scénarios peuvent être vus comme des voies d'évolution macro-économique mettant en cohérence les comportements et anticipations des acteurs. En ce sens, la prospective est un exercice préalable, utile à la modélisation économique et à l'analyse de filière.

La prospective n'appartient à aucune discipline académique, elle permet de réunir sur un terrain commun des économistes, des géographes et tous les acteurs locaux concernés par l'avenir de leur région. Elle permet d'échapper au caractère parfois "top-down" de certains diagnostics fondés sur des théories préétablies et qui se réfèrent aux avantages compara-

tifs, aux économies d'échelle, aux coûts d'accès aux ressources... Elle permet d'établir une problématique à caractère interdisciplinaire.

Construire avec l'ensemble des acteurs partenaires du développement rural des images attrayantes de l'avenir, fondées sur un diagnostic réaliste des opportunités de changement, n'est-ce pas une ambition légitime pour un organisme de recherche?

Bibliographie

- CHASTEL J.M., GRIFFON M., 1994. 2010 à la Réunion : des scénarios prospectifs pour raisonner la recherche agronomique. Saint Denis de la Réunion, CIRAD. Compte rendu final d'ATP 41/92. 29 p.
- CIRAD, UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION, CES, 1992. La Réunion à l'horizon 2010 : Analyse structurelle. Saint Denis de la Réunion, CIRAD. 33 p.
- CIRAD, UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION, CES, 1993. La Réunion à l'horizon 2010 : scénarios. Saint Denis de la Réunion. CIRAD, 104 p.
- DATAR, 1991. Prospectives et territoires. Guide méthodologique. Paris. DATAR. 22 p.
- DUMONT C., GRIFFON M., LEFORT J., TROUCHARD J.P., 1976. La recherche agronomique en Afrique de l'Ouest. Paris. CEAO. SEDES.
- FEVRIER M., 1969. La programmation de la recherche agronomique. Le Progrès Scientifique, n°130.
- GODET M., 1985. Prospective et planification stratégique. Paris, Economica, 335 p.
- GODET M., 1991a. De l'anticipation à l'action. Manuel de prospective et de stratégie. Paris. Dunod. 390 p.
- GODET M., 1991b. L'avenir autrement. Paris. Armand Colin. 208 p.
- GRIFFON M., 1990. Prospective des déséquilibres mondiaux : la filière agroalimentaire et agro-industrielle. Paris. CIRAD. Notes et Documents n° 9. 70 p.
- GRIFFON M., 1979. Elaboration d'un schéma d'aide à la décision pour la planification de la recherche agronomique au Sénégal. Paris. Université de Paris IX. INSTN.
- LEFORT J., 1974. La recherche agronomique dans le Nord ivoirien. Paris. SEDES. Ministère de la recherche scientifique de Côte d'Ivoire.
- PIVETEAU V., 1995. Prospective et territoire : apports d'une réflexion sur le jeu. Cemagref. Collection Etudes Gestion des Territoires. n°15. 298 p.
- POUX X., PIVETEAU V., URIEN R., MERMET L., 1997. Prospective des technologies agricoles et gestion du milieu : contributions et limites pour le débat sur la gestion de l'environnement. Ingénieries. EAT. n° spécial Prospective et environnement. Maîtrise du long terme. p. 71-81.

Résumé

Les méthodes de la prospective ont été mobilisées par le CIRAD à la Réunion dans une perspective d'accompagnement de la programmation de la recherche dans le cadre du programme quadriennal de recherche 1994-1998 associant le CIRAD et les collectivités territo-

riales de la Réunion. Des experts ont été interviewés : ils ont ainsi fourni la matière première pour une analyse structurelle des facteurs de changement à l'horizon 2010. L'importance relative de ces facteurs et leur interdépendance sont ainsi analysées. Il devient

alors possible de définir des sous-systèmes et d'envisager différentes hypothèses autour des questions majeures pour l'avenir du territoire réunionnais. La combinaison de ces hypothèses aboutit à la construction de scénarios. Les résultats de la réflexion prospective ont été directement valorisés pour programmer la recherche sur

quatre années et présenter les nouveaux projets aux partenaires techniques et financiers du CIRAD. Cette expérience montre l'intérêt des outils de la prospective pour construire une problématique régionale de recherche dans une démarche partenariale impliquant les chercheurs et leurs interlocuteurs techniques et financiers.
